



# CERTIFICAT QUALIBAT « RGE »

NUMÉRO

E-E65459

VALABLE JUSQU'AU 09/09/2026

ÉDITÉ LE

11/09/2025

## SITUATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Date de création : 28/10/1948

Forme juridique : SAS

Capital : DEPUIS LE 16/12/1999  
500 000

Registre du commerce ou répertoire des métiers :  
RC RENNES

Siret : 777 725 730 00017

Code NACE : 4333Z

Numéro caisse de congés payés : 0006485-1 02

Assurance Responsabilité Travaux :  
SMABTP J87654S

Assurance Responsabilité Civile :  
SMABTP J87654S

Situation fiscale et sociale : A jour au 30/04/2025

Raison sociale : CIE RENNAISE LINOEUM & CAOUTCHOUC

Sigle : C.R.L.C.  
2 RUE DE LA DONELIERE  
CS 94234  
35000 RENNES

Téléphone : 02 99 84 26 00

Portable : 0660485329

Site Internet : www.crlc.fr

E-mail : rennes@crlc.fr

Responsabilité légale :  
RL INVEST (985 327 030) / BB INVEST (985 169 242) / LEFEVRE STÉPHANE  
PRÉSIDENT

Fax :

Effectif moyen : 48

Tranche de classification : EFF3

## QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

| Code | Qualification(s) en cours de validité                | * Date d'attribution |
|------|------------------------------------------------------|----------------------|
| 4132 | Plaques de plâtre (Technicité confirmée) Mention RGE | 07/07/2023           |

## Catégories de travaux RGE couvertes

| Catégories                                                               | Date d'attribution |
|--------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| o Isolation par l'intérieur des murs ou rampants de toitures ou plafonds | 07/07/2023         |
| o Isolation des combles perdus                                           | 07/07/2023         |

\* ou du plus récent renouvellement

LE PRÉSIDENT  
DE QUALIBAT

Gérard SÉNIOR

SIGNATURE  
DU TITULAIRE



La (ou les) qualification(s) « RGE » atteste(nt) de la conformité aux exigences applicables à la « Reconnaissance Garant de l'Environnement », suivant le « référentiel pour l'attribution et le suivi d'une qualification professionnelle d'entreprise et la délivrance du certificat », ainsi que les éventuelles exigences complémentaires et/ou particulières associées aux qualifications ci-dessus, en vigueur à la date de la demande.